

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 629 DU 9 AOÛT 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« Les politiques ont tendance à sacrifier la prochaine génération à la prochaine élection ».

JAN TINBERGEN PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Suivez Nous sur }
facebook



**BRAVO
AU PEUPLE SYRIEN
ET À SON RÉGIME**

**L' ENVIRONNEMENT
ÉCONOMIQUE DE LA
GUADELOUPE
SE DÉGRADE**

À LA UNE

LE 9 AOÛT 2007 MARQUE LE DÉBUT DE LA CRISE DE L'OCCIDENT

Le 9 août 2007, les grandes banques centrales entrent en scène pour éviter une paralysie totale du marché interbancaire international. La raison : la suspicion sur la solidité des banques engluées dans la crise des « subprimes » américains. La crise, née ce jour-là officiellement, est toujours là. Chacun se souvient du 11 septembre 2001 avec les attaques terroristes du World Trade Center en mondiovision. Peu se souviennent du 9 août 2007. Et pourtant, les deux dates ont bien une portée universelle. La première marque l'avènement d'un monde plus dangereux, d'un monde occidental attaqué sur ses valeurs... La seconde, elle, marque probablement la fin d'un monde dominé par un capitalisme financier triomphant s'auto-régulant lui-même comme certains économistes anglo-saxon ont pu le croire. D'autres, comme Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, évoquent « le triomphe de la cupidité » (1) quand Kenneth Rogoff, professeur d'économie à Harvard et ex économiste en chef du Fonds Monétaire International (FMI) retrace huit siècles de folies financières pour déclarer que « Cette fois, c'est différent » (2). En tous les cas, le jeudi 9 août 2007 restera dans la mémoire des financiers comme la journée où les grandes banques centrales internationales sont entrées dans la danse pour calmer l'inquiétude des marchés face à ce qui allait devenir la crise des « subprime ». Tout est parti de l'annonce, dans la matinée, par BNP Paribas, de la suspension de la valorisation de trois de ses fonds investis partiellement dans des titres adossés à des crédits immobiliers américains douteux (« les subprimes »). Il n'en a pas fallu plus pour jeter la suspicion quant à l'état de santé réelle des banques. Les craintes sur la solidité des établissements bancaires et financiers ont eu pour conséquence une menace de blocage total du marché monétaire, les banques hésitant à se prêter des fonds entre elles. C'est la raison pour laquelle le président de la Banque Centrale Européenne (BCE), Jean Claude Trichet, alors en vacances, va prendre le problème à bras le corps. Devant les tensions observées des taux interbancaires, il décide d'ouvrir les vannes. La BCE va répondre à toutes les demandes d'emprunt des banques pour un montant record de 94,8 milliards d'euros. Soit bien plus que les montants accordés au lendemain des attentats du World Trade Center. La Banque d'Angleterre et la Banque Nationale Suisse interviendront à leur tour

en ce sens. Le lendemain, la Banque du Japon, la banque centrale coréenne et la Réserve fédérale américaine entreront aussi dans la danse. A la veille du week end, en deux jours, environ 330 milliards de dollars de liquidités auront été fourni au système bancaire international. La plus grave crise que le monde a connue depuis la Grande Dépression des années 30 avait débuté. Son épïcentre : les Etats-Unis où l'irresponsabilité des banques sera montrée du doigt dans les mois qui suivront. Avec en point d'orgue la faillite, en septembre 2008, d'un des plus grands établissements de Wall Street, Lehman Brothers. Le Trésor américain refusera de lui venir en aide. Une erreur fondamentale pour les Européens puisqu'elle conduira à relancer la crise au niveau international. Menacé d'effondrement, le système bancaire parviendra à se redresser grâce à l'aide des Etats (prise de contrôle, renflouement...), des banques centrales et des organisations multilatérales comme le Fonds Monétaire International. La mobilisation mondiale, à l'instar des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement du G20 -le premier sera convoqué en décembre 2008 à Washington -parviendra à éviter l'effondrement total. La leçon de l'entre deux guerre a visiblement servi. Relance budgétaire, avec la bénédiction du FMI sous la houlette de Dominique Strauss-Kahn, et politique monétaire accommodante vont éviter le pire à l'économie mondiale. La crise des « subprime » qui a tant coûté à la communauté et aux contribuables va laisser la place à une crise des dettes souveraines dès 2010. L' Europe est la première frappée. Les programmes de dépenses publiques destinés à éviter la pire récession mondiale qu'aurait pu générer la crise des « subprime » ont fragilisé un peu plus les grands pays industrialisés. La relance keynésienne a un coût. Les grandes puissances rassemblées au sein du G7 voient la base de leur développement économique se lézarder. Les questions fusent. Assiste-t-on à la fin du monde occidental avec la toute-puissance des États-Unis ? La Chine va-t-elle les détrôner ? Le monde capitaliste tel qu'il s'est développé depuis la dérégulation financière des années 1980 a-t-il vécu ? Cinq ans après, nul ne le sait. Le monde a donc fondamentalement changé . Le temps de l'Occident arrive à son terme .

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

LA JAMAÏQUE FIERTÉ DE LA CARAÏBE

Usain Bolt en or : les Jamaïcains qui réalisent un triplé historique (Bolt, Blake, Weir) règnent sur la planète du sprint. Le roi Usain Bolt poussé dans ses derniers retranchements par son compatriote Yoan Blake, celui-là même qui l'avait battu sur 200 m aux sélections jamaïcaines, a glané son deuxième titre olympique à Londres. Le Jamaïcain Usain Bolt est devenu le premier athlète de l'histoire à conserver son titre olympique du 200 m (en 19.32 et +0,4 m/s de vent favorable) . A 25 ans, Bolt s'est adjugé son quatrième titre olympique de sprint consécutif après ses triomphes sur 100 m (9.69) et 200 m (19.30) à Pékin en 2008 et sa victoire sur la ligne droite dimanche à Londres (9.63). Il récolte sa cinquième médaille d'or olympique en comptant celle du relais 4x100 m en 2008 avec la Jamaïque et détient les deux records du monde du sprint (9.58 sur 100 m et 19.19 sur 200 m). « La Foudre » compte également trois titres mondiaux individuels (100 et 200 m en 2009, 200 m en 2011) et deux en relais (4x100 m en 2009 et 2011).

ECONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

AUGMENTATION DES PRIX ALIMENTAIRES -

Les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de 6% en juillet par rapport à juin, après trois mois consécutifs de baisse, en raison notamment d'une flambée des prix des céréales et du sucre, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix des aliments s'est établi en moyenne à 213 points, en hausse de 12 points par rapport à juin, mais il reste loin de son record de 238 points atteint en février 2011, indique la FAO dans un communiqué. L'indice FAO du prix des

céréales a atteint en moyenne 260 points, gagnant ainsi 38 points par rapport au mois de juin. Il est à 14 points de son record absolu de 274 points, atteint en avril 2008, année qui avait vu des émeutes de la faim dans différents pays à travers le monde. Aux États-Unis, la sécheresse a sévèrement endommagé les cultures de maïs, hypothéquant les récoltes à venir et faisant grimper les prix de 23% en juillet. Les prix du blé se sont également renchéri de 19%, sur fond de perspectives de production moins bonnes que prévues en Russie, alors que la demande devrait être soutenue en raison de réserves limitées en maïs. Toutefois, les prix du riz sont restés quasiment inchangés au mois de juillet, l'indice FAO s'inscrivant à 238, en hausse d'un point par rapport à juin. Enfin, les prix du sucre se sont renchéri en juillet en raison d'aléas climatiques au Brésil, le principal exportateur mondial, ainsi qu'en Inde et en Australie, souligne la FAO dans son communiqué.

LA FRANCE, CENTRE DE L'ECONOMIE GUADELOUPÉENNE, ÉCHAPPERA T ELLE À LA RÉCESSION ?

La France échappera-t-elle à la récession? Non, selon la Banque de France. La BdF a publié ce mercredi une première estimation du produit intérieur brut au troisième trimestre 2012: -0,1% Or elle prévoyait déjà un recul de 0,1% au deuxième trimestre. Si ces prévisions se réalisaient, l'économie française connaîtrait une nouvelle récession avec deux trimestres consécutifs de recul du PIB. Cette contraction de l'économie française serait la première depuis que la France est sortie de la récession, au printemps 2009. Au premier trimestre de cette année, l'économie française a enregistré une croissance nulle. Le gouvernement a abaissé ses prévisions début juillet, ramenant son estimation à une croissance du PIB de 0,3% en 2012 et à environ 1,2% pour 2013, contre 0,4% et 1,7% attendus auparavant. Le 1er août, le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a admis qu'il demeurait "inquiet" pour les chiffres de la croissance mais n'envisageait pas d'abaisser une nouvelle fois sa prévision pour 2012. Les chiffres officiels de la croissance au dixième trimestre ne seront connus que fin septembre. L'Insee, qui les publie, est cependant moins pessimiste que la Banque de France. L'Institut national de la statistique prévoit en effet une croissance nulle au deuxième trimestre, puis un léger dynamisme en fin d'année, avec une hausse du PIB de 0,1% au troisième trimestre et de 0,2% au quatrième. Au total, la croissance devrait atteindre 0,4% selon l'Insee. A la mi-juillet, le Fonds monétaire international (FMI) avait légèrement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la France en 2012 et en 2013 dans un contexte de fortes turbulences au sein d'une zone euro. Tout comme le gouvernement français désormais, le FMI prévoyait une progression de 0,3% du PIB cette année, soit 0,1 point de moins qu'attendu en avril. Il était en revanche plus

pessimiste que le gouvernement pour 2013 avec une prévision de 0,8% (en recul de 0,2 point sur ses précédentes prévisions). Principal moteur de la croissance, la consommation des ménages français a très légèrement progressé en juin (0,1%) mais a fléchi de 0,2% sur l'ensemble du deuxième trimestre, avait indiqué fin juillet l'Insee. Le net ralentissement de la croissance complique l'équation budgétaire du gouvernement. Moins de croissance signifie moins de recettes fiscales. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il manquait entre 7 à 10 milliards d'euros pour bouler l'exercice budgétaire 2012 et ramener le déficit public à 4,5% du PIB, comme la France s'y est engagée auprès de Bruxelles, contre 5,2% fin 2011. Le budget rectificatif 2012 adopté par le Parlement fin juillet prévoit 7,2 milliards de hausses d'impôts. Cela devrait permettre de tenir l'objectif sur 2012. Mais le plus gros de l'effort reste à venir. Avec une croissance estimée à 1% en 2013, il faudra dégager 33 milliards d'euros d'économies supplémentaires l'an prochain pour ramener le déficit public à 3% du PIB, selon la Cour des comptes. Un montant qu'avait déjà évoqué François Hollande pendant la campagne présidentielle. "Le vrai débat, ce n'est pas combien, mais qui va les payer", expliquait alors le candidat socialiste. Sa réponse: des hausses d'impôts, de l'ordre de 17,3 milliards sur les entreprises et de 11,8 milliards sur les ménages. Mais le gouvernement a d'ores et déjà compris que ces hausses d'impôts ne suffiront pas et qu'il faudra également couper dans les dépenses publiques. Il a commencé à abattre ses cartes sur les coupes budgétaires qu'il lui faudra réaliser. Contrairement à 1981, les socialistes au pouvoir n'attendront pas deux ans pour prendre le tournant de la rigueur. Les risques pour la Guadeloupe ne cessent de croître .

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

L' OCDE OBSERVE DES SIGNES PERSISTANTS DE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

L'OCDE décèle des signes persistants de décélération de l'activité dans la plupart des grandes économies mondiales, plus marquée pour l'Italie alors

que le Royaume-Uni semble sur le chemin de la reprise, a annoncé jeudi 9 août l'organisation. Les indicateurs composites avancés de l'OCDE, conçus pour anticiper les points de retournement de l'activité économique par rapport à sa tendance, "montrent des signes d'essoufflement" de la "dynamique de croissance" du Japon et des Etats-Unis, précise l'OCDE dans un communiqué. Pour la zone euro - et en particulier l'Allemagne et la France -, ils continuent de signaler une croissance modérée, à l'exception de l'Italie où un ralentissement plus marqué est attendu. L'indicateur composite avancé du Royaume-Uni semble montrer en revanche les signes d'une reprise de l'activité économique tandis qu'au Canada, il signale "toujours une croissance modérée". En Chine, en Russie et en Inde, les indicateurs "continuent d'indiquer un ralentissement" tandis qu'au Brésil, la reprise de l'activité économique paraît "plus modérée" que celle anticipée un mois plus tôt.

OCCIDENT

LE SILENCE SUR L' ISLANDE MANUEL E. YEPE

IL y a quatre ans qu'en Islande – cette île glaciale européenne située au milieu de l'Atlantique, d'une population d'à peine plus de 300 000 habitants –, il se passe des choses intéressantes et novatrices dont les grands médias se gardent bien de parler, ce qui confirme la manipulation de l'opinion publique à laquelle se livrent la superpuissance et les oligarchies nationales.

Pourquoi les médias traditionnels sont-ils restés aussi discrets à propos de l'Islande ? Il n'y a certes pas eu de révolution sociale en Islande, mais il s'est produit un événement presque aussi grave pour la haute hiérarchie des finances : une révolution contre la tyrannie des banques capitalistes dans un univers mondialisé, dont les racines sont à Wall Street.

Même si ses centrales géothermiques lui ont assuré une indépendance énergétique importante, ce pays est doté de faibles ressources naturelles supplémentaires, et les produits de la pêche représentent 40% de ses exportations, ce qui le rend vulnérable. À l'instar des autres pays d'Europe, l'Islande s'est progressivement endettée envers les banques, par l'effet d'un système financier néolibéral encouragé par les États-Unis qui l'a fait vivre au-dessus de ses possibilités réelles. Et l'économie réelle a voulu lui faire payer la facture.

Pour faire face aux effets d'une crise dévastatrice, il y quatre ans le gouvernement islandais avait décrété la nationalisation des principales

banques du pays. En représailles, Londres procéda au gel des actifs de 300 000 clients islandais, et 910 millions d'euros investis dans des banques islandaises par des administrations locales et des entités publiques du Royaume Uni. L'île dut débloquer 3,7 millions d'euros de l'argent public afin de pouvoir indemniser ces clients.

Avec des dettes bancaires qui se montent à plusieurs fois son PIB annuel, l'Islande a vu sa monnaie s'effondrer, la bourse a interrompu ses activités et le pays s'est déclaré en faillite.

Des manifestations imposantes devant le Parlement à Reykjavik, la capitale, ont contraint le gouvernement à convoquer des élections anticipées, provoquant la démission du Premier ministre conservateur Geir H. Haarde et, en bloc, de tout le gouvernement.

Un projet de loi largement débattu au Parlement prévoyait de faire retomber sur les épaules des citoyens de l'île le remboursement aux banques britanniques et néerlandaises de la dette de 3,5 milliards d'euros, un montant que paieraient mensuellement toutes les familles islandaises pendant les 15 prochaines années.

La population redescendit dans la rue. Un référendum fut organisé sur le sujet : 60% des électeurs se déplacèrent et 93% d'entre eux rejetèrent les modalités du remboursement de la dette aux Britanniques et Néerlandais.

Face à une telle victoire de la révolution pacifique islandaise, le FMI bloqua toute aide économique à l'Islande jusqu'à ce que la dette soit remboursée.

Le gouvernement lança une enquête pour poursuivre au tribunal les personnes jugées responsables de la crise. Un grand nombre de cadres et de banquiers furent arrêtés, et Interpol délivra des mandats d'arrêt contre tous les banquiers impliqués ayant quitté le pays.

Dans ce contexte, une assemblée fut élue pour rédiger une nouvelle Constitution prenant en compte les leçons de la crise pour remplacer la constitution d'alors, qui était une copie de la constitution danoise. 25 citoyens sans affiliation politique furent choisis parmi 522 candidats.

La relance économique de l'Islande, après s'être débarrassée du fardeau de la dette envers les banques, est vue par les cliques capitalistes européennes comme un exemple dangereux pour des pays aujourd'hui épinglés comme étant les « mauvais payeurs » de la dette européenne, comme la Grèce et l'Irlande. Surtout si l'on sait que de nombreux économistes estiment que c'est précisément la faillite des banques qui a provoqué de telles avancées.

Non seulement l'économie islandaise ne s'est pas effondrée avec la solution de la crise à partir du non paiement de la dette, mais il s'avère que l'Islande a bouclé l'année 2011 avec une croissance de 2,1%, et il est même prévu qu'elle enregistre en 2012 une croissance de 1,5%, un chiffre trois fois supérieur aux prévisions pour les pays de la zone euro.

Une bonne partie de cette croissance est à mettre au compte du tourisme et de l'industrie de la pêche. Ce qui contraste avec le panorama qu'offrent d'autres économies européennes, stagnantes ou déclinantes.

Le recouvrement de la souveraineté par l'Islande a reflété le combat de ce pays pour plus de justice et de dignité. Des politiciens et des banquiers corrompus ont été traduits en justice. Et, comme pour réaffirmer son indépendance, l'Islande a été le premier pays d'Europe occidentale à reconnaître l'État de Palestine en tant que pays indépendant. Ce qu'aucun des pays soumis au joug de la banque internationale capitaliste n'a pu faire.

ORIENT

LA SYRIE THÉÂTRE DÉCISIF DE LA LUTTE DES GRANDS **par Djerrad Amar**

Le terrorisme est devenu aussi bien une arme qu'utilisent des organisations ou groupes contre un pouvoir en place pour imposer les changements que l'on souhaite instaurer qu'un instrument de guerre de déstabilisation des pays dans l'objectif de renverser les régimes hostiles. Cette violence consiste à semer le trouble au sein des populations par des attentats, des assassinats et des sabotages pour affaiblir et mieux dominer. En effet, dans les désordres économiques et moraux actuels que traverse le monde et, plus particulièrement le Grand Capital, avec ses crises structurelles dues à la rapine et à la spéculation comme devant l'impasse à trouver des solutions adéquates – qui exigent des réformes de fond du système capitaliste - on croit avoir trouver une issue en faisant supporter ses crises, récurrentes et sauvages, aux pays faibles militairement mais riches en matières premières en s'employant à les spolier par la force des armes sinon en suscitant le désordre pour mieux recomposer et assoir son hégémonie. Susciter le désordre ou le «chaos» étant la solution la moins coûteuse, on a inventer l'artifice le plus ignominieux et le plus immoral qui consiste à se servir de groupes, composés de préférences d'autochtones corrompus et endoctrinés, que l'on entraîne, arme, finance, encadre, pour aller fomenter, chez eux, des révoltes «au nom du peuple» réclamant des droits légitimes et des

changements dans le mode de gouvernance. La tactique, bien pensée dans les 'officines' de la manipulation et de la subversion, consiste d'abord à susciter des manifestations que l'on détournera en «volonté populaire» de faire chuter un «pouvoir dictatorial» qui riposterait par «les armes contre son peuple», dans le but de convaincre les opinions publiques de ce pays et surtout internationale à admettre le caractère «pacifique et légitime» de leurs actions et leur faire accepter la nécessité d'une «intervention militaire internationale», en fait leur intervention, sous le fallacieux prétexte «humanitaire». Le monde sait maintenant qu'il s'agit d'une tromperie puisqu'il a été découvert et prouvé par l'image, par plusieurs observateurs et analystes politiques et militaires, que la «riposte par les armes» est en réalité un acte prémédité et planifié par les stratèges de ces 'officines du mal', exécuté par des «agents spéciaux» engagés pour tirer sur les manifestants et filmer les scènes de tueries, afin de les présenter comme preuves d'actes «diaboliques» d'un régime «assassinant son peuple» pour se maintenir au pouvoir. Leurs médias dits «mainstream», visuels et écrits, feront le reste par la propagande puisqu'ils sont intégrés dans la stratégie d'endoctrinement et de manipulation.

La Syrie était bien inscrite comme étape essentielle et déterminante dans le stratagème baptisé «Nouveau Moyen-Orient» – pour casser surtout l'Iran, devenu puissance régionale incontournable, sous le sous le prétexte de développement de «l'arme atomique» – ayant pour objectif de dominer cette région en maintenant Israël force supérieure. La «sécurité d'Israël» étant l'argument, trompeur et sournois, permettant de légitimer toutes leurs actions guerrières. Mais le monde évolue toujours dans le sens de l'équilibre et de la justice, jamais définitivement dans la direction de la domination permanente et de la cupidité. Les alliances se font et se défont en fonction bien-sûr des intérêts, mais surtout des intérêts 'stratégiques' qui eux s'érigent sur le long terme sur des bases sûres et équilibrées. L'unilatéralisme américain qui a dominé jusque-là les relations internationales, après la chute du «bloc soviétique», n'a engendré que plus d'injustices, de désolation et de chaos. Tous les analystes et stratèges indépendants ou non s'accordent à considérer que «l'objectif syrien» visant à maintenir la suprématie de l'Occident, en fait de l'Amérique, sur le monde sera le théâtre 'décisif' qui tranchera sur soit la conservation soit la fin de cet unilatéralisme ; c'est précisément dans cette région que la Russie et la Chine montreront et démontreront que le monde compte de nouveaux pôles de décisions pour plus d'équilibre et de justice et ce, en conformité avec leur doctrine. La Syrie est donc, selon ces analyses, «un symbole fort du retour de la puissance russe et de sa capacité à s'opposer à l'unilatéralisme occidental, via le levier de l'Otan». L'ONU et ses organisations dans leur perversion actuelle servant à produire des «alibis», la CPI pour «menacer», le FMI pour «ruiner et gager» les pays, l'OTAN pour «agresser», l'AIEA pour garder le monopole du nucléaire, la Ligue

des «États arabes» cet «attrape-nigaud» pour neutraliser les arabes, la presse pour tromper et manipuler etc... ne resteront plus ces instruments entre les mains de ces lobbies qui décident seuls de ce qui est bon ou mauvais dans le monde au risque de se voir mis au banc des accusés voire agressé pour «non-conformité» par leur «communauté internationale». L'évolution des choses, sur ce «théâtre syrien», au plan militaire et diplomatique préfigure déjà le «nouveau rapport de force» qui se dessine avec les pays du 'BRICS' qui s'élargie à l'Iran, la Syrie, le Venezuela et bien d'autres non encore déclarés. La Syrie constitue un élément clé dans cette géopolitique russe et chinoise dont le triple veto doublé, décidé sans aucun doute sur des analyses géostratégiques objectives, exprime d'une part une antinomie d'intérêts et donc un rejet de cette politique américaine dans le monde, mais aussi le retour sur la scène internationale d'acteurs qui comptent désormais par leur puissance économique, politique et militaire d'autre part. Selon leurs déclarations, même exprimées diplomatiquement, on peut déduire que toute éventuelle action, en dehors du cadre légal qui est le Conseil de sécurité, sera interprétée comme acte belliciste au regard du droit international. Selon P. Dortiguier, les russes et les chinois se sentent «directement menacés par l'offensive actuellement menée contre la Syrie ... C'est déjà un bras de fer mondial dans la mesure où un recul de chacun des 2 camps sur cette question conditionne l'évolution de la situation géopolitique planétaire ». Dortiguier constate aussi que l'Occident s'est pris dans le «piège syrien » qui l'empêche de toute offensive contre l'Iran et que «... la marche arrière de cette croisade vers Téhéran en passant par Damas, débutée en 2011 dans l'euphorie et la tromperie de la jeunesse musulmane égarée par de faux-prêcheurs qui ont deux mains, une pour prier, l'autre pour s'atteler aux États-Unis, a déjà commencé et sera menée à son terme par le veto agrandi des États indépendants ».

Nous avons donc, dans ce Moyen-Orient, un affrontement entre deux conceptions du monde: l'une unipolaire et l'autre multipolaire. La Syrie se trouvant être - avec l'Iran, le Liban et les palestiniens - l'un des redoutables remparts à l'hégémonie américaine sur la région où Israël est désigné suzerain. Tous les autres arguments d'inspiration «humanistes» contre la Syrie, relatifs aux «libertés», «démocratie», «droits de l'homme» cachés dans des «révolutions spontanées des peuples arabes» sous les titres mielleux de «printemps arabes», pour justifier le «changement de régime» pour en installer un autre plus docile, ne sont que propagandes, mensonges et manipulations entrant dans le cadre de la «guerre psychologique» qui consiste à transmettre «... des informations sélectionnées et des indicateurs à des auditoires étrangers pour influencer leurs émotions, leurs motivations, le raisonnement objectif et, ultimement, le comportement des gouvernements étrangers, organisations, groupes et individus [dans le but]... d'induire ou de renforcer les attitudes et les

comportements favorables étrangers aux objectifs de l'initiateur» selon un document du Département américain de la Défense. La même tactique a été appliquée en Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, au Soudan et en Libye. On s'emploie à l'appliquer maintenant contre la Syrie après son échec en Iran. Leurs ingérences en Égypte, en Tunisie et au Yémen ou leur silence sur ce qui se déroule en Arabie Saoudite et au Bahreïn avaient, par contre, pour but soit de récupérer les «révoltes authentiques» pour réinstaller des «régimes convenables» soit de maintenir en l'état les «régimes alliés». Par cette «expédition syrienne» tous les États ont été obligés de se «mettre à nu » en se positionnant sur cette «question». D'où cette 'décantation' qui montre que le monde est divisé selon deux axes : l'axe 'Atlantiste' qui regroupe une partie de l'Europe, la Turquie, les pétromonarchies du Golfe, certains États arabes alliés, autour des américano-sionistes et l'axe « BRICS » qui regroupe aussi l'Iran, la Syrie, l'Irak, certains pays arabes non déclarés autour de la Russie et de la Chine. La stratégie «Nouveau Moyen-Orient » à laquelle s'intègre le projet israélien «Yinon» destiné à assurer la supériorité d'Israël, a pour objectif de reconfigurer le Moyen-Orient de son «environnement géostratégique » grâce à une «balkanisation des états du Moyen-Orient et des pays arabes» pour en faire des «petits états» sans puissance. Elle préconise le démembrement ou morcellement de la Syrie, de l'Irak, du Liban, de l'Iran, mais aussi de la Turquie et du Pakistan. Elle prévoit la partition de l'Afrique du Nord en commençant par l'Égypte puis de l'étendre à la Somalie, au Soudan, à la Libye, au Mali et au reste de la région. Au final, cela consiste à diviser le monde arabo-musulman pour le rendre impuissant et amorphe. La Syrie, pièce maîtresse dans ce 'jeux', était prévue pour être divisée en plusieurs mini-états selon les identités sectaires et religieuses pour les sunnites, les chiites, les chrétiens et les druzes.

La guerre directe étant coûteuse et hasardeuse, au vue de la crise économique que traverse l'Occident et du nouveau rapport de force qui s'installe, les stratèges américains ont vite trouvé la solution démoniaque qui permet de la faire par les arabo-musulmans contre eux-mêmes avec leurs argents, leurs hommes et leurs médias ! Leur rôle se limitant aux orientations, aux tactiques, aux techniques de propagandes et aux aides 'logistiques' c'est-à-dire les armes. Ils ne peuvent pas trouver meilleurs alliés que l'Arabie Saoudite et le Qatar pour le financement, l'endoctrinement et les recrutements de mercenaires/terroristes arabes (surtout des djihado-salafite-wahabistes d'al Qaida) ainsi que la Turquie d'Erdogan, la Jordanie et leurs soutiens anti-syriens du Liban pour installer les bases-arrières aux offensives et aux replis abrités dans les camps dits de «réfugiés». L' Association internationale des «Frères musulmans» a vite montré son vrai visage, dans ce désordre arabe, en prenant fait et cause pour les thèses Occidentales dans la déstabilisation de certains États arabes soit faute de vision politique lucide, incompetence soit pour cause

de corruption et fourberie. Dans cette lutte d'influence des «Grands», les américains soutiennent être dans le «juste» en aidant des peuples pour leur «émancipation» dans le cadre des «droits et devoirs humains», alors que les russes et les chinois soutiennent qu'il appartient aux peuples seuls, et sans ingérences, de choisir leur destin sans se voir dicter la forme et les moyens par des forces «extérieures». Chacun applique sa tactique selon ses alliances et sa force ! Tout le reste des acteurs, dans cette lutte, ne sont que des pions ou des 'marionnettes', qui trouvent leurs intérêts chez l'un ou l'autre. Lors d'une rencontre avec des jeunes, à Damas, Bachar al-Assad a déclaré «Le peuple syrien est confronté à une avalanche de complots, pour avoir dit non aux États-Unis... Le pays surmontera la crise actuelle et déjouera les complots, les uns après les autres. A ce moment-là, les pays arabes présenteront leurs excuses au peuple et au gouvernement syriens, pour leurs positions anti-syriennes».

Les médias ainsi que leurs auxiliaires des «droits de l'homme» dont l'OSDH du mystérieux et invisible jordano-suédois Rami Abdel Rahman de Londres qui dépend directement de Washington et aussi de Human Right Watch qui est affilié aussi à A l'AJC (American Jewish Committee) ou l'entrée intempestive en scène de la Sud-africaine N. Pillay, Madame "droits de l'Homme" de l'ONU, pour préparer les « accusations », ne sont que des outils d'appuis engagés dans cette guerre. Ces médias peuvent être les leurs, appelés médias «mainstream», ou bien engagés par corruption, mais une bonne partie des médias arabes ont suivi par endoctrinement, revanche ou incompetence. Les russes ont révélé que certains de leurs journalistes ont perçu des sommes importantes d'argent du Qatar en échange d'articles anti-Assad. On peut donc tout déduire sur certains médias et «journalistes» arabes pour leurs soutiens aux thèses occidentales dans cette vague des 'Printemps arabes'. Nous avons bien suivi leurs articles, depuis l'agression de la Libye, par lesquels ils affichent bien leur parti pris en faveur des thèses de l'Otan, du Qatar et de l'Arabie Saoudite et leur appui à ceux qu'ils affublent de «thouars» (révolutionnaires). Ils soutiennent subséquemment ce que fomentent ce sinistre philosophe du mal, ce sioniste notoire Franco-israélien, contre les arabes. Ils sont donc bien des relais de cette propagande en reprenant, tels des perroquets, les informations des agences de presse et des télévisions engagées dans la «guerre médiatique» telles Reuters, l'AFP, Aljazeera, Alarabia, CNN, BBC et France 24 en particulier.

Où en est-on donc en Syrie ? Après 18 mois où tous les moyens politiques, économiques et de désinformation – même les plus ignominieux que condamne les lois et la raison – ont été utilisés pour déstabiliser ce pays et le mettre dans leur giron, cette Syrie résiste en y faisant face avec des succès, malgré la complexité des complots, et ce grâce à son armée, son peuple et ses institutions. Malgré quelques défections de félons, par

corruption, et l'assassinat de quatre hauts dirigeants militaires qui devait engendrer, selon leurs calculs, un effondrement de l'armée, rien de cela n'est arrivé. Cette institution est restée intacte dans sa force et sa doctrine. Mieux, ce n'est que maintenant (et même pas dans l'opération de Baba Amr où tous les groupes terroristes lancés ont été anéantis en quelques jours) dans ces batailles de Damas et d'Alep que des unités de l'armée ont été engagées en appuis aux unités spéciales habituelles. Résultat : la 1^{ère} s'est soldée par la déroute totale des groupes en une semaine; l'opération se poursuit contre les 'résidus', quant à la seconde, il fallait d'abord déplacer les populations civiles pour bien cerner les groupes. Selon les premières informations leur sort est scélé sans aucune possibilité de survie au point où leurs 'sponsors' ou leurs commanditaires – qui crient déjà au «massacre» ou «tragédie» en préparation – appelle l'ONU, font diversion sur de prétendues risques d'«utilisation d'armes chimiques» et autres mensonges et diversions dans le but d'empêcher, bien-sûr, l'armée d'exterminer leur «ASL» qui déterminera le nouveau rapport de force. La Russie par la voix de Serguei Lavrov évoque en effet une «possible tragédie», en expliquant qu'il «n'est pas réaliste d'espérer attendre d'un gouvernement de rester passif pendant qu'une opposition armée occupe des villes » et de préciser que «nos partenaires occidentaux avec certains voisin de la Syrie soutiennent et dirigent une lutte armée contre le régime. Le prix en est toujours plus de sang». Toutes ces réactions sont en fait des signes de leur échec en Syrie, qu'ils ont dû prévoir, sachant parfaitement les capacités et la puissance de l'armée syrienne dans la région et surtout face à Israël considéré premier bénéficiaire dans cette déstabilisation de la Syrie comme le montre leur soutien déclaré à cette 'rébellion' ou les déclarations, dans un article publié dans Yediot Ahranot, de Efraim Halevy, l'ancien chef du Mossad, qui a estimé que «... si la paix se rétablit en Syrie, et si le monde accepte la survie du régime d'Assad dans le berceau Téhéran, et si la Turquie, la Russie, la Chine, les États-Unis, la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne accepte d'appliquer le plan d'Annan, nous connaissons alors la défaite stratégique la plus cuisante depuis la création d'Israël ». Dans ces soutiens, il est toujours instructif de rappeler certaines déclarations en l'occurrence celles de ce manipulateur sioniste franco-israélien à l'Université de Tel Aviv «si nous réussissons à faire tomber Kadhafi ce sera un message pour Assad» et celle, par affront, lors d'une réunion du CRIF «c'est en tant que juif que j'ai participé à cette aventure politique, que j'ai contribué à définir des fronts militants, que j'ai contribué à élaborer pour mon pays et pour un autre pays une stratégie et des tactiques» ou encore celle de Itamar Rabinovitch, ancien ambassadeur d'Israël à Washington, que rapporte 'The International Herald Tribune' du 19-20 novembre 2011 «George W. Bush désirait renverser Bachar al Assad » en 2005 ajoutant «qu'Israël veut en finir avec les dirigeants qui soutiennent le Hezbollah au Liban et le Hamas en Syrie... profondément préoccupé par la menace iranienne, Israël pense qu'enlever la brique

syrienne du mur iranien pourrait déboucher sur une nouvelle phase de la politique régionale»

Les américains ne peuvent pas ne pas savoir que la partie est perdue avec un ramassis hétéroclite de «combattants» composés de terroristes/mercenaires bon marché, de gueux, de criminels, de canailles, de frustrés, mais aussi de faux bigots – qui ne savent même pas pour qui ils 'roulent' – contre une telle armée redoutée par Israël même. De cette logique on ne peut que reprendre notre constat fait dans un autre article et qui se vérifie à la lecture de certaines analyses de la situation en Syrie : «À bien observer ses tenants et aboutissants, cette «bataille» s'apparente à une opération visant, non pas à conquérir Damas, mais à «effacer» tous les éléments qu'ils ont été engagés et qui ont échoué, surtout les éléments étrangers notamment des Libyens, des saoudiens, des afghans, des égyptiens, des jordaniens...des desperados. Les syriens ne constituant plus des éléments...déterminants dans la mesure où la majorité s'est livrée ...Il serait stupide de croire que les planificateurs de cette «bataille» de Damas avaient dans l'esprit de la gagner, comme il est aussi stupide de croire que les services de renseignements syriens... n'étaient pas au fait de cette «opération»... Le résultat ne s'est pas fait attendre si bien qu'en moins d'une semaine...Damas a été totalement 'nettoyée' de ces groupes... D'autres villes, plus particulièrement les banlieues de Hallab, Idlib, Homs et Hama, seraient en cours de 'nettoyage'....Cette «bataille de Damas» a dû être bien étudiée, tactiquement, par les «services» de l'armée syrienne pour réussir à mettre en déroute, militairement et moralement, une bonne partie de l'ASL....». En effet, les stratèges américains sont assez perspicaces pour prévoir faire d'une «défaite» un «succès» en envisageant faire éliminer par l'armée syrienne, en les engageant et rassemblant, le maximum de terroristes islamistes, leurs ennemis de toujours, s'ils échouent. Il n'y a pas meilleure occasion. Quant à l'échec de cette aventure, le pragmatisme américain, qui ne cherche que l'intérêt, saura retirer «ses billes», comme il les a discrètement mises, sans trop de conséquences, le moment venu en autorisant le «dialogue» de sortie de crise.

Une observation sur l'Égypte. Nous avons trouvé curieux que les «Frères musulmans» n'aient pas pris, à ce jour, position contre le «régime de Bachar». Est-ce pour ne pas devoir supporter seuls la cause palestinienne, leur crédo qui détermine leur existence, qu'ils ne peuvent dans la situation actuelle prendre en charge ? Est-ce aussi pour se préserver une issue vers un éventuel repositionnement sur l'autre axe en cas de difficulté ? L'avenir proche nous donnera plus de détails sur les tenants et aboutissements de cette «objectif Syrie» avec ses conséquences sur les plans géopolitiques et politiques intérieures des pays impliqués dans cette région ; surtout les monarchies d'Arabie Saoudite et du Qatar, qui ont mis en 'enjeu' leur

dynastie, mais aussi la Turquie d'Erdogan qui doit être le 'dindon de la farce' otanesque dans cette expédition anti-syrienne. Si cet «objectif syrien» n'aboutit pas à un renversement de ce «régime de Damas», la lecture politique serait donc de considérer comme définitif la «défaite» de cette OTAN anachronique qui annoncerait la fin de l'unilatéralisme américain sur le monde. Et les deux monarchies moyenâgeuses riches, à la dépravation jusqu'à déstabiliser des États, qui assoient, par les plus méprisables manières, leur prétendue domination économique, politique et religieuse dans le monde arabe voire en Occident – avec pour le Qatar, son mythe de «l'eldorado qatari» – qui ne profite, en fait, qu'aux princes, à une minorité d'autochtones ou aux naturalisés bien sélectionnés ainsi qu'aux Occidentaux et autres arabes opportunistes, doivent disparaître pour des États plus modernes et plus vertueux .

Comme les guerres actuelles sont faites plus de désinformation, de propagande, de subversion, de manipulation mentale et de virtuel, il est bon de terminer en rappelant quelques éléments de la «guerre psychologique» qui montrent bien qu'ils ont été appliqués sur la Syrie pour réussir leur plan de recomposition du Moyen-Orient. On cite cinq types de techniques pour le contrôle de l'individu et de la société dont l'objectif est de susciter le manque de confiance, le sentiment de culpabilité et d'infériorité, la peur, le choc traumatique, ainsi que certains rêves afin de les rendre vulnérables : de 'planification', 'psychologiques', 'de propagande', 'de désinformation', 'd'actions ciblées'. Les moyens les plus efficaces utilisés sont surtout les médias audio-visuels et le net qui touche directement la cellule familiale. On peut consulter la "stratégie des maîtres du monde" de Sylvain Timsit qui définit 10 points pour la manipulation et le conditionnement des masses. Chaque État doit donc se prémunir et protéger ses citoyens en se dotant des moyens – adéquats et de qualité en utilisant des compétences – pour contrer ou faire face à la manipulation et à la subversion. En comprenant les stratégies des manipulateurs, il est aisé de développer des stratégies de «contre-manipulation». Le but étant de briser cette propagande par la vérité et la réalité des choses tout en éveillant l'esprit critique. «Bien informés les hommes sont des citoyens, mal informés ils deviennent des sujets» (Alfred Sauvy). Au sujet précisément de la désinformation, terminons en citant, à titre d'exemple, un intéressant rapport fait par deux centres de recherche français publié en janvier 2012 intitulé «Syrie, une libanisation fabriquée». Il s'agit du CF2R (Centre français de recherche sur le renseignement) et du CIRET-AVT (Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme & l'aide aux victimes du terrorisme). Dans son chapitre consacré à la désinformation, intitulé «Les techniques de désinformation à l'œuvre», citons cet extrait « Les techniques de désinformation à l'œuvre » (Ch. 5, p. 33). La rédaction d'Al-Jazeera a fait un travail très précis de sélection d'éléments de langage (wording) destiné à cibler le pouvoir syrien et à

légitimer les manifestations, y compris les actes de violence et de terrorisme :

* technique de généralisation : on ne cite pas telle ou telle localité, on parle toujours de « la Syrie » ou d'un « pays occupé par une famille » ;

* technique de labellisation : on ne parle pas de « groupes salafistes », mais de « l'armée syrienne libre » ou des « forces de la résistance » ;

* technique d'abolition du temps : on antedate les événements, on annonce des affrontements avant qu'ils n'aient lieu.

* technique de falsification : plusieurs chaînes satellitaires arabes ont diffusé des images d'Égypte ou du Yémen (anciennes de plusieurs semaines à plusieurs mois), affirmant qu'elles avaient été tournées en Syrie. Souvent, ces prises de vue ne correspondaient ni à la saison, ni à la météo du jour, montrant des individus défilant en manteaux en plein été 2011.

Les reportages sont rarement « sourcés ». A la manière de Fox-News, le commentaire parle de « l'opposition » et de « la résistance ». Les expressions – « certains pensent que... », « en ville on raconte que... » ou « des habitants ont vu que... » – reviennent souvent. On cite, la plupart du temps, des « témoins oculaires » en mentionnant rarement le nom ou la qualité des victimes. Les lieux et la datation restent souvent approximatifs et les images d'archives ne sont pratiquement jamais citées comme telles. Dans les médias, divers individus se présentant comme des « activistes syriens » sont régulièrement interviewés, sans que les spectateurs obtiennent la moindre preuve de leur qualité. Un cas précis a permis d'identifier que le pseudo témoin était en fait un journaliste libanais vivant aux Pays-Bas. Plusieurs correspondants de télévisions françaises, « témoins oculaires de massacres », ont pu être identifiés comme vivant à Dubaï, en Jordanie et au Koweït. Enfin, l'une des principales sources des médias occidentaux au sujet des exactions du régime syrien et du nombre de morts dus à la répression est l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), reconnu par l'Union européenne, qui prétend reprendre les chiffres de Comités locaux de coordination recensant les victimes sur le terrain. Mais sa légitimité apparaît plus que discutable. L'Observatoire a en effet été créé par des Frères musulmans vivant en exil à Aix-la-Chapelle, en Allemagne, avant de s'installer à Londres. Son dirigeant, l'avocat Al-Maleh, 81 ans, président de la Commission syrienne des droits de l'Homme, a été emprisonné pendant huit ans pour appartenance à la Confrérie. Il n'est sorti de prison qu'en 2010. Surtout, la chaîne qatarie Al-Jazeera consacre depuis 5 mois près de 70% de son temps d'antenne à la crise syrienne.

AMERIQUE LATINE ET CARAIBE

DES EXPERTS LATINO AMÉRICAINS ÉTUDIENT LES PROPOSITIONS CHINOISES

Des experts latino-américains vont publier un livre plus tard cette année sur une série de propositions faites récemment par le PM chinois Wen Jiabao sur le développement de liens de la région avec la Chine, a déclaré l'un des coauteurs mardi. Le livre "La réponse de l'Amérique latine à la proposition du PM Wen Jiabao" vise à se pencher de plus près sur les mesures proposées par le dirigeant chinois, a déclaré Fernando Reyes Matta, directeur du Centre des études latino-américaines sur la Chine basé à Santiago. En plus de M. Reyes, des experts de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Uruguay, du Pérou et du Mexique ont été invités à analyser les mesures de M. Wen annoncées lors de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) en juin. Lors d'un discours au siège de la CEPALC au cours de sa visite officielle en Amérique latine fin juin, M. Wen a présenté une série de propositions visant à stimuler la coopération Chine-Amérique latine, à travers, entre autres, la création d'un forum de coopération ainsi qu'un mécanisme de dialogue régulier entre les ministres des Affaires étrangères. Il a exhorté une coopération plus étroite dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'innovation, de la science et de la technologie, et du développement durable. Le PM chinois a également annoncé la création d'un fonds de coopération de 5 milliards de dollars visant à stimuler le développement de l'industrie manufacturière de la région, ainsi qu'une ligne de crédit de 10 milliards de dollars américains pour une coopération en infrastructures. M. Wen a également proposé la mise en place de mécanismes de consultation inter-gouvernementale et la promotion d'échanges entre les organes législatifs, les partis politiques et les gouvernements locaux. "Les tendances économiques de la première moitié de 2012 révèlent des liens solides entre la Chine et l'Amérique latine, conservés dans des domaines fondamentaux," selon M. Reyes. Il est également intéressant de noter que le volume des exportations combinées de la région vers la Chine connaît une expansion assez rapide tandis que les investissements chinois dans cette région sont également en hausse, a-t-il ajouté.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Séance de hausse généralisée en Asie ce jeudi matin emmenée par la place de Séoul qui gagne 2,2%, avec Tokyo en progression de 1,1%, suivi de Jakarta et Hong Kong qui reprennent 0,9% puis de Shanghai, en progrès de 0,7%. Même si Wall Street a temporisé mercredi soir, après sa belle série haussière sur des espoirs d'interventions des banques centrales en particulier en Europe, aux Etats-Unis et même en Chine, l'atmosphère est plus détendue ce matin, alors que la Banque du Japon a laissé inchangé, dans la fourchette 0 à 0,1%, son principal taux directeur, et maintenu la taille de ses programmes de soutien économiques. Les décisions étaient attendues par la totalité des économistes interrogés par Bloomberg. L'inflation des prix à la consommation en Chine est retombée pour sa part en juillet à son plus bas niveau depuis 30 mois, de quoi redonner du mou à la banque centrale chinoise afin de pousser l'économie locale vers l'objectif officiel de croissance de 7,5% pour 2012 défini par Pékin.

ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a terminé sans direction jeudi, dans un environnement de scepticisme accru quant à une action prochaine des banques centrales américaine et européenne pour relancer l'économie: le Dow Jones a cédé 0,08% mais le Nasdaq a pris 0,25%. Selon des résultats définitifs à la clôture, l'indice Dow Jones Industrial Average a lâché 10,45 points à 13.165,19 points, tandis que le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 7,39 points, à 3.018,64 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a grappillé 0,04% (+0,58 point) à 1.402,80 points. En légère hausse dans la matinée, l'indice vedette de Wall Street a changé de direction à la mi-séance, avant d'osciller autour de l'équilibre.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en petite hausse jeudi, toujours soutenue par les espoirs de mesures de la part des principales banques centrales mondiales. Ces espoirs ont été alimentés dans la matinée par la publication d'indicateurs montrant un nouveau ralentissement de la production industrielle chinoise au mois de juillet. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,54%, (18,45 points) à 3.456,71 points. Le Footsie britannique +0,1% et le Dax allemand a cédé -0,02%, tandis que l'indice paneuropéen Eurofirst 300 a clôturé en hausse de 0,45% après fixing.

CHANGE

L'euro poursuivait son repli face au dollar jeudi, dans un marché toujours sans grande direction ni volumes d'échanges importants, pénalisé par une série d'indicateurs économiques chinois décevants. Vers 16H00 GMT, l'euro valait 1,2277 dollar contre

1,2363 dollar mercredi vers 21H00 GMT. L'euro perdait également du terrain face à la monnaie nippone, à 96,55 yens contre 96,99 yens mercredi soir. Le dollar progressait légèrement face à la devise japonaise, à 78,65 yens contre 78,45 yens la veille. Vers 16H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro, à 78,60 pence pour un euro, mais perdait du terrain face au billet vert, à 1,5617 dollar. La devise helvétique restait quasi stable face à l'euro, à 1,2010 franc suisse pour un euro, et reculait face au dollar, à 0,9783 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a fini à 1.615 dollars au fixing du soir contre 1.613,25 dollars mercredi. La devise chinoise a terminé à 6,3593 yuans pour un dollar contre 6,3613 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole confortaient leurs gains jeudi en fin d'échanges européens, dans un marché sans élan, soutenu par l'annonce d'un ralentissement de l'inflation en Chine et de bonnes statistiques sur l'emploi aux Etats-Unis. Vers 16H00 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, pour livraison en septembre, valait 112,51 dollars, en hausse de 37 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 23 cents, à 93,58 dollars. Après s'être hissés mercredi jusqu'à 113,27 dollars à Londres et 94,72 dollars à New York, des niveaux plus vus depuis près de trois mois, les cours du baril évoluaient en petite progression jeudi, dans un volume d'échanges toujours très modéré en raison des congés estivaux de nombreux opérateurs.

PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



MANAGEMENT ET DROIT

LA NOUVELLE DÉFINITION DU HARCÈLEMENT SEXUEL EN DROIT FRANÇAIS

L'infraction de harcèlement sexuel a été introduite dans le Code du travail et le Code pénal par la loi n°92-1179 du 2 novembre 1992 relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail. L'infraction était constituée par un acte de harcèlement afin d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, mais il fallait que l'auteur ait abusé de l'autorité conférée par ses fonctions, ce qui supposait un rapport hiérarchique. L'article 179 de la loi du 17 janvier 2002 avait élargi l'incrimination puisque le rapport d'autorité hiérarchique n'était désormais plus nécessaire. L'article 222-33 du Code pénal étant alors devenu : « Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende ». Suite à une saisine du 29 février 2012 par la chambre criminelle de la Cour de cassation, cette définition du harcèlement sexuel a été censurée par le Conseil constitutionnel par une décision

n°2012-240 QPC du 4 mai 2012 avec effet au jour de la publication, le 5 mai 2012. Le texte pénal réprimant le harcèlement sexuel a été abrogé en raison de son caractère imprécis, laissant donc un important vide juridique, puisque la décision avait mis fin à toutes les procédures en cours. Ainsi, le législateur devait élaborer de toute urgence une nouvelle définition de l'infraction. Le projet de loi relatif au harcèlement sexuel a été adopté en première lecture par le Sénat le 12 juillet 2012, modifié en première lecture par l'Assemblée nationale le 24 juillet 2012 et le texte définitif du projet de loi a finalement été adopté le 31 juillet 2012. La loi relative au harcèlement sexuel a ainsi été promulguée le 6 août et publiée au journal officiel le 7 août 2012. La définition du harcèlement sexuel est donc désormais plus précise, mais les modifications de l'Assemblée nationale ont permises également de prendre en compte un plus grand nombre de situations. S'inspirant des directives européennes, et en particulier de la directive 2006/54/CE du 5 juillet 2006 (relative à la mise en œuvre de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail), le texte fixe un régime de peines graduées selon le niveau de gravité. Quels sont les principaux apports de la nouvelle définition du harcèlement sexuel ?

1. La définition du harcèlement sexuel est déclinée en trois niveaux de gravité, accompagnée de sanctions spécifiques pour chacun des niveaux. Concernant le premier niveau, le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements (le texte du Sénat prévoyait "des propos ou agissements", le mot "comportement" étant un terme plus large) connotation sexuelle qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. Ces faits peuvent être punis d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende. Concernant le deuxième niveau - c'est ce qui est le plus novateur - même s'ils ne se sont produits qu'une seule fois, sans aucune répétition, seront assimilés à du harcèlement sexuel les faits à connotation sexuelle se produisant en usant de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir une relation de nature sexuelle, à son profit ou à celui d'un tiers. Dans ce cas, l'auteur des faits risque deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. Concernant le troisième niveau, celui-ci concerne les circonstances aggravantes, la sanction est alors alourdie lorsque le harcèlement est effectué par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, lorsque qu'il est exercé à l'encontre d'un mineur de moins de 15 ans ou d'une personne d'une particulière vulnérabilité (les cas sont cités dans la loi) et lorsqu'il est effectué par plusieurs personnes, qu'elles soient auteurs ou complices. La sanction est alors de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende.

2. Dans l'ensemble, la nouvelle définition du harcèlement sexuel est donc plus sévère.

- Désormais, la répétition n'est pas forcément nécessaire pour qualifier un acte d'harcèlement sexuel.
- Les sanctions encourues sont doublées dans ce cas (le deuxième niveau). Et en cas de circonstances aggravantes, les sanctions sont alourdies. Les sanctions sont donc revues à la hausse.
- Le législateur a en effet créé plusieurs circonstances aggravantes relatives au délit de harcèlement sexuel.
- Les moyens utilisés pour qualifier l'acte d'harcèlement sexuel sont plus larges puisque l'expression "toute forme de pression grave" est utilisée dans le cas de délit assimilé à du harcèlement sexuel.

3. Un champ de protection élargit.

La loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel (publiée le 7 août 2012 au Journal officiel) élargit le champ de la protection contre le harcèlement moral et le harcèlement sexuel aux personnes en formation ou en stage (article 7 de la loi).

4. Un renforcement de la prévention.

Désormais, une nouvelle obligation pèse sur l'employeur : l'affichage des textes du Code pénal (article 222-33) sur le harcèlement sexuel (et moral) dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l'embauche (article 9 de la loi). En vue de prévenir les faits de harcèlement sexuel, l'employeur doit en effet prendre toutes les dispositions nécessaires.

5. L'unification des définitions.

La loi du 6 août 2012 a intégré les définitions du harcèlement sexuel dans le Code du travail de façon identique à celles du Code pénal, par renvoi à ce dernier, permettant d'unifier l'infraction de harcèlement sexuel et donc de la rendre moins floue.

Le nouvel article 222-33 du Code pénal est donc désormais le suivant :

I. – Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou

humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

II. – Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

III. – Les faits mentionnés aux I et II sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende. Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ; 2° Sur un mineur de quinze ans ;

3° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;

4° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ;

5° Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice."

PREPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD





TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire (**1120 net**).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION 2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand (3,1)

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

Suivez Nous sur }
facebook



Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire